

ACTION URGENTE

CHINE. UN MILITANT DÉTENU REÇOIT DES SOINS INSUFFISANTS

Huang Qi, fondateur et directeur de « 64 Tianwang », un site Internet sichuanais consacré aux droits humains, a déclaré à son avocat que sa santé s'était encore détériorée car il n'avait pas accès à des soins médicaux adaptés dans l'établissement où il est détenu. Alors qu'il risquait déjà l'emprisonnement à vie, Huang Qi a été informé qu'il serait également inculpé de « divulgation de secrets d'État », un chef d'inculpation passible d'une peine pouvant aller jusqu'à sept années d'emprisonnement.

Le 23 octobre 2018, **Huang Qi** a dit à son avocat que les médecins et les agents du centre de détention fournissaient de faux rapports concernant sa tension artérielle, remettant en cause la gravité de ses problèmes de santé. Ce défenseur des droits humains de 53 ans souffre d'une maladie rénale chronique, d'hydrocéphalie et d'autres affections cardiaques et pulmonaires. Sa mère âgée a très peur qu'il ne meure dans l'établissement où il est incarcéré, en raison de son mauvais état de santé et du manque de traitements appropriés.

Après que sa tension eut été mesurée par un employé du centre de détention le 18-19 octobre, Huang Qi a remarqué qu'elle avait considérablement augmenté (221/147 mm Hg, la moyenne étant de 140/90 mm Hg) par rapport aux examens précédents effectués par un médecin. Tandis que les agents du centre de détention ont refusé de donner à Huang Qi les résultats de trois analyses sanguines qu'il a faites en août, le médecin a déclaré que les résultats des analyses étaient conservés par le directeur du Bureau de la Sécurité publique de Mianyang, qui semble suivre l'évolution de l'état de santé de Huang Qi.

Huang Qi a été emmené le 28 novembre 2016. Sa famille a été informée deux semaines plus tard qu'il avait été officiellement arrêté pour « divulgation de secrets d'État à une entité étrangère ». Près de deux ans plus tard, mi-octobre 2018, son avocat a reçu une notification inattendue du parquet de Mianyang, selon laquelle Huang Qi fait l'objet d'un nouveau chef d'inculpation, « divulgation de secret d'État », passible d'une peine pouvant aller jusqu'à sept années d'emprisonnement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de permettre à Huang Qi de bénéficier rapidement, régulièrement et sans restriction de soins médicaux appropriés, si nécessaire ou à sa demande ;
- appelez-les à libérer immédiatement et sans condition Huang Qi, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables indiquant qu'il pourrait avoir commis une infraction reconnue par le droit international et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès respectant les normes internationales d'équité ;
- priez-les instamment de veiller à ce que cet homme soit protégé contre la torture et les autres mauvais traitements pendant sa détention, d'ordonner sans tarder une enquête impartiale, comprenant un examen médical, sur ses allégations de torture ou d'autres mauvais traitements, et de lui permettre sans délai de voir régulièrement sa famille.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 DÉCEMBRE 2018 À :

Directeur du centre de détention de Mianyang
Qiao Yuejun
Mianyang City Detention Centre
Jianmenlu, Peichengqu,
Mianyang Shi, Sichuan Sheng 621000
Chine
Fax : +86 816 2377600
Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Directeur du Bureau de la Sécurité publique de Mianyang
Ren Shilin
Nanchang City Public Security Bureau
17 Jiefangjie, Peichengqu,
Mianyang Shi, Sichuan Sheng 621000
Chine
Fax : +86 816 2498088
Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Copies à :
Ministre de la Sécurité publique
Zhao Kezhi Buzhang
Gonganbu
14 Dongchanganjie
Dongchengqu, Beijing Shi 100741
Chine
Tél. : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la cinquième mise à jour de l'AU 284/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/8311/2018/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. UN MILITANT DÉTENU REÇOIT DES SOINS INSUFFISANTS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 28 juillet 2017, lors de son premier entretien avec un avocat depuis son arrestation en 2016, Huang Qi a déclaré qu'il avait été maltraité et que des policiers, 36 au total, lui avaient ordonné de rester debout pendant plusieurs heures d'affilée et qu'ils l'avaient interrogé à maintes reprises et fréquemment insulté. Huang Qi a dit à son avocat le 3 novembre 2017 qu'il avait été frappé par d'autres détenus au centre de détention de la ville de Mianyang (province du Sichuan) entre le 24 et le 26 octobre, et qu'au moins un des gardiens de prison du centre le savait.

C'était la troisième fois que Huang Qi était arrêté en 2016. Il a tout d'abord été emmené dans le cadre d'un « voyage forcé » – une pratique courante qui consiste pour les agents de la police chargée de la Sûreté de l'État (*guobao*) à faire quitter la ville aux militants et aux pétitionnaires lors de périodes sensibles – à la suite de manifestations par des victimes d'expulsions de leurs terres les 22 et 24 juillet 2016 lors de la rencontre des ministres des Finances du G20 et des gouverneurs de la Banque centrale à Chengdu. La deuxième fois, le 24 octobre 2016, Huang Qi a été interrogé par des agents de la Sécurité publique de Chengdu, alors que se déroulait du 24 au 27 octobre 2016 le sixième plénum du 18e comité central du Parti communiste chinois à Pékin. Il a été relâché le lendemain.

Créé en 1998 par Huang Qi et sa femme, Zeng Li, 64 Tianwang est l'un des rares sites Internet de Chine continentale qui recueille des informations sur les manifestations de « pétitionnaires » dans ce pays. La majorité des personnes qui contribuent au site étaient « pétitionnaires » avant de devenir journalistes citoyens et de couvrir les manifestations et les arrestations d'autres « pétitionnaires ». L'ONG internationale Reporters sans frontières a annoncé le 7 novembre 2016 que 64 Tianwang avait remporté le Prix de la liberté de la presse 2016, tout comme les blogueurs chinois détenus Lu Yuyu et Li Tingting, et le reporter syrien Hadi Abdullah.

Depuis la création du site Internet, Huang Qi et d'autres personnes travaillant avec 64 Tianwang ont été arrêtés ou harcelés par les autorités chinoises à plusieurs reprises. Huang Qi a été emprisonné deux fois. Il a d'abord été placé en détention en juin 2000, à l'occasion du 11^e anniversaire de la répression de Tiananmen, avant d'être condamné à cinq ans d'emprisonnement en mai 2003 pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Il a été de nouveau détenu puis emprisonné pendant trois ans après avoir dénoncé le scandale de la construction des bâtiments ne respectant pas les normes, à la suite du séisme qui a secoué le district de Wenchuan, au Sichuan, en 2008.

D'après 64 Tianwang, il est arrivé plus de 100 fois que leurs journalistes citoyens soient interrogés ou placés brièvement en détention depuis que le président Xi Jinping a pris ses fonctions en 2012, et au moins 30 personnes ont été officiellement placées en détention. Dix des journalistes de 64 Tianwang sont actuellement derrière les barreaux : Wang Jing, Zhang Jixin, Li Min, Sun Enwei, Li Chunhua, Wei Wenyuan, Xiao Jianfang, Li Zhaoxiu, Chen Mingyan et Wang Shurong.

Les avocats de Huang Qi ont également été victimes de représailles de la part des autorités. Sui Muqing, son ancien avocat basé à Guangzhou, a été radié du barreau en février 2018 à la suite d'une notification envoyée par le département provincial de la Justice de Guangdong. L'avocat pense que cela a un lien avec le fait qu'il représente des défenseurs des droits humains, dont Huang Qi. Le 17 octobre, l'avocat actuel de Huang Qi, Liu Zhengqing, également basé à Guangzhou, a été informé par l'Association des avocats de Guangzhou qu'il faisait l'objet d'une enquête pour avoir enfreint des réglementations en donnant plusieurs paquets de cigarettes à Huang Qi lorsqu'il l'a rencontré au centre de détention de Mianyang le 30 juillet. On a également menacé de révoquer sa licence et d'engager des poursuites contre en lui.

Nom : Huang Qi

Homme

Action complémentaire sur l'AU 284/16, ASA 17/9297/2018, 25 octobre 2018